

Extraits documentaires V30

DT-05 · Pages physiques 29, 30

Ces reproductions donnent accès aux pièces du dossier maître déjà utilisé pour le livre. Leur vocabulaire et leurs couches de travail sont conservés. Le dossier lecteur qui les accompagne précise le scénario retenu et les corrections ultérieures.

Les expressions « validé » ou « verrouillé » du V30 désignent des choix internes au projet, pas une certification indépendante. Les tableaux historiques ne s'additionnent pas entre eux.

La référence éditoriale reste 120,228 Md€ de ressources pour 120,192 Md€ de coûts annuels à maturité. Les choix approuvés dans le livre prévalent sur les variantes antérieures.

Édition documentaire 01 — 27 octobre 2026

est de conserver une contribution minimale tout en appliquant le barème progressif ordinaire lorsque celui-ci devient supérieur. Le rendement central de 12 Md€/an reste une hypothèse de simulation, non une recette certifiée.

12. France Normes et millefeuille

France Normes devient un programme transversal et non une cagnotte additionnelle. Chaque simplification reçoit deux valeurs distinctes : une économie budgétaire publique et un dividende économique privé. Seule la première peut financer la réforme. Les gains de temps, délais, conformité et investissement des entreprises ne sont jamais additionnés aux économies budgétaires.

Axe	Règle
Surtranspositions	alignement sur le niveau européen de référence lorsque le scénario France 2040 le prévoit
Nouvelles normes	test PME, coût en euros, comparaison UE, date de réexamen
Stock	inventaire France/UE et suppression des surcouches non justifiées
Procédures	dites-le-nous une fois ; partage des données
Compétences	un responsable principal par compétence
Pilotage	compte national des normes : coût créé / coût supprimé

13. Europe et clause de sauvegarde - formulation finale

Le projet distingue deux sujets. Premièrement, une politique nationale de non-surtransposition : lorsque le droit européen fixe un socle et permet des choix nationaux, France 2040 cherche à éviter les contraintes françaises supplémentaires non justifiées, y compris dans les domaines environnementaux et énergétiques. Deuxièmement, une éventuelle clause constitutionnelle de sauvegarde nationale. Une révision constitutionnelle française modifierait l'ordre juridique interne mais ne modifierait pas, à elle seule, les traités européens ni les obligations de la France au regard du droit de l'Union. Le dossier final traite donc cette clause comme un choix institutionnel nécessitant critères objectifs, contrôle constitutionnel, durée limitée, information du Parlement et négociation européenne simultanée.

14. Déficit et dette : deux comptes distincts

La référence 2025 est un déficit public de 152,5 Md€ (5,1 % du PIB) et une dette publique autour de 115,7 % du PIB. France 2040 distingue le compte de transformation - qui doit s'autofinancer structurellement - du compte de redressement du déficit hérité. Un projet autofinancé n'efface donc pas mécaniquement le déficit de départ. Inversement, la trajectoire de déficit ne doit pas être figée jusqu'en 2040 : elle sera recalculée avec recettes, dépenses, intérêts et PIB nominal.

15. Registre anti-double-compte final

Ancienne ligne / risque	Traitement consolidé	Règle
-------------------------	----------------------	-------

Effets consommation/emploi	macro	0 ex ante
France Simple	intégré à productivité publique	0 autonome
France Prélèvements	intégré à productivité publique	0 autonome
Politiques comparées	ventilées par nature	0 autonome
Bloc iFRAP	mesures ventilées par nature	0 autonome tant que non traçable
Millefeuille	assiette de contrôle	seule économie autonome non déjà en personnel/achats/normes
Fraude santé	fraude	jamais santé + fraude
TVA induite	macro	0 ex ante
Cessions patrimoine	exceptionnel	dette/investissement exceptionnel uniquement
Ancienne provision retraite	remplacée par le scénario retraite consolidé	ne pas cumuler

16. Tableau France 2026 / France 2040

Domaine	France 2026 / référence	Cible France 2040
Travail	coin fiscal élevé ; architecture complexe	coin fiscal abaissé selon la courbe consolidée, plafond 46 % dans le moteur
Salaires	distribution actuelle	gains obligatoires jusqu'à 5 000 € selon le lissage consolidé
SMIC	repère 2026 $\approx$ 1 478 net	1 800 net ; 2 100 brut cible de simulation
Temps de travail	35 h légales	40 h 30 ; 6 semaines de congés
Entreprises	prélèvements + aides compensatoires	coût du travail plus bas + aides rationalisées
Fonction publique	organisation actuelle	revalorisation + productivité administrative
TVA	barème actuel	2,1 / 6 / 10 / 21
Fiscalité	foyers non imposés nombreux	contribution minimale universelle sous microsimulation
Normes	surcouches et responsabilités imbriquées	non-surtransposition, registre des écarts, responsable principal
Macro	compte macro séparé	compte séparé, 0 ex ante
Budget	déficit hérité	transformation autofinancée par tranches + compte de redressement séparé

17. Sources de référence

- INSEE, comptes des administrations publiques 2025 : déficit, dette, dépenses, rémunérations, consommations intermédiaires.
- OCDE, Taxing Wages 2026 : coin fiscal français et comparaisons internationales sur profils comparables.
- Assurance Maladie, Charges et Produits 2026 et 2027 : pistes d'économies et trajectoires de maîtrise des dépenses.
- COR, rapport annuel 2026 ; DREES et Assurance retraite : paramètres utilisés pour les scénarios de retraite.